

**Crise énergétique (direct)**

La Commission européenne veut changer les règles du marché du gaz

Hausse des prix, risque de pénurie, rationnement, l'hiver s'annonce compliqué sur le plan de l'énergie. Suivez en direct les dernières informations à ce sujet en Suisse et dans le monde.

LIVE

Publié: 06.09.2022, 17h22

Hier, 16h37

Les Vert'libéraux déposent leur initiative «pour une transition rapide vers le solaire»

Le texte, muni de 7300 signatures, demande

au Canton d'atteindre «le plein potentiel du photovoltaïque» d'ici à 2035. Lire notre article.



Le Parti vert'libéral souhaite voir fleurir les panneaux sur les toits du canton.

KEYSTONE

Hier, 14h49

Crise énergétique en Suisse: les préparatifs pour éviter une pénurie se poursuivent

Le Conseil fédéral met en consultation une ordonnance sur les centrales de réserve visant à parer aux situations de pénurie qui pourraient survenir cet hiver. Lire l'article.





Simonetta Sommaruga a présenté ce mercredi la consultation sur les centrales de réserve. (Photo d'archives – Berne, le 16 septembre 2022)

KEYSTONE/Peter Klaunzer

18.10.2022, 18h25

La Commission européenne veut changer les règles du marché du gaz

La Commission européenne a détaillé mardi ses propositions pour atténuer la flambée des coûts de l'énergie, notamment en s'attaquant à la volatilité du marché du gaz – des mesures qui restent à discuter et affiner par les États membres, toujours divisés sur le principe d'un plafonnement des prix.

Face aux divergences persistantes des Vingt-Sept, l'exécutif européen a présenté des dispositions faisant l'objet d'un «consensus maximal»: elle seront examinées jeudi et vendredi

lors d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement, puis mardi par les ministres de l'Énergie.

Mais rien n'est encore acté. «Il y aura des discussions tendues», prévient un diplomate européen. «On a beaucoup avancé, mais sans percée fondamentale (...) Les priorités divergent: l'Allemagne fait le choix de la sécurité des approvisionnements car elle peut se permettre les prix élevés, mais beaucoup de pays ne peuvent pas suivre budgétairement», abonde un autre.

«Une orientation stratégique»

Bruxelles attend désormais des États «une orientation stratégique», avant de déterminer avec eux le détail des mesures, a précisé la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, en marge d'une session des eurodéputés à Strasbourg.



Ursula von der Leyen à Strasbourg, ce mardi 18 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/JULIEN WARNAND

La Commission a proposé notamment de détrôner l'indice du marché TTF (la «Bourse du gaz» européenne), utilisé comme référence dans les transactions des opérateurs gaziers.

Traditionnellement axé sur le gaz acheminé par gazoduc et visé par la spéculation, il s'est envolé suite aux réductions des livraisons russes, sans refléter les importations croissantes de gaz naturel liquéfié (GNL) par navire.

L'idée est de le remplacer d'ici mars 2023 par un indice alternatif plus représentatif des approvisionnements réels pour assurer «des prix stables et prévisibles».

«Signal clair»

D'ici là, Bruxelles préconise d'encadrer temporairement les fluctuations des prix sur le TTF par une fourchette, avec un plafond «dynamique» tenant compte du marché mondial. Un mécanisme distinct permettrait d'interrompre sur les marchés dérivés les envolées brutales en cours de séance.

«C'est important de donner un signal clair que l'UE est un acheteur fiable, mais plus à n'importe quel prix», a souligné Ursula von der Leyen, assurant que Bruxelles travaillera aux modalités de mise en oeuvre dès que les États «auront donné leur accord sur le principe».



Ursula von der Leyen à Strasbourg, ce mardi 18 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/JULIEN WARNAND

Par ailleurs, Bruxelles veut enfin concrétiser

des achats en commun de gaz à l'échelle de l'UE en vue de la prochaine saison de remplissage des stocks: un prestataire de services serait chargé de recenser les besoins et de rechercher des fournisseurs intéressés pour répondre à cette «demande agrégée».

Les entreprises importatrices pourraient alors se constituer en «consortiums» pour négocier. L'idée étant d'obtenir ainsi de meilleurs prix et d'éviter que les Vingt-Sept se fassent concurrence entre eux. Ces achats communs resteraient volontaires, mais Bruxelles souhaite qu'ils couvrent au moins 15% des objectifs de remplissage des stocks que se sont fixé les Etats membres.

Enfin, la Commission veut muscler les obligations de solidarité avec un accord-type garantissant l'approvisionnement par d'autres États membres de tout pays en situation d'urgence.

Obligations de solidarité

Alors que leur économie pâtit de l'explosion des prix, les Vingt-Sept, dont les mix énergétiques varient considérablement, peinent à trouver une parade commune.

Quinze États dont la France avaient réclamé début octobre un plafonnement des prix des importations européennes de gaz – mais Berlin s'y oppose farouchement, redoutant d'aggraver les tensions d'approvisionnement de

GNL dans un marché mondial tendu, tout comme les pays d'Europe centrale (Autriche, Hongrie...) toujours dépendants des hydrocarbures russes et craignant que Moscou ne ferme totalement le robinet.

De même, Paris plaide vigoureusement pour plafonner le prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité dans l'UE: ce dispositif, déjà appliqué en Espagne et au Portugal, permet de faire mécaniquement chuter les prix de l'électricité. Mais des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas s'inquiètent du risque d'un boom de la demande de gaz s'il est appliqué.

Bruxelles n'a pas inclus ce «mécanisme ibérique» dans ses propositions mardi, mais sans fermer la porte.

«Cela mérite d'être envisagé en profondeur, mais il reste des questions à résoudre», a commenté Ursula von der Leyen, évoquant les marges de manoeuvre inégales des États pour le financer et le risque de subventionner une production d'électricité qui serait in fine exportée vers des pays hors UE.

18.10.2022, 17h09

«Le Conseil fédéral doit décréter une économie d'énergie de 5%»

Le chef du groupe PS au parlement critique

l'attentisme de Guy Parmelin face à la crise énergétique qui menace. Est-ce de l'alarmisme? Lire notre article.



Roger Nordmann, le chef du groupe PS au parlement fédéral, appelle Guy Parmelin et le Conseil fédéral à fixer immédiatement un objectif clair d'économie d'énergie de 5%.
KEYSTONE/Philipp Schmidli

17.10.2022, 20h51

Berlin va prolonger le fonctionnement de trois centrales nucléaires

L'Allemagne va prolonger le fonctionnement de ses trois dernières centrales nucléaires au moins jusqu'en avril 2023. C'est ce qu'a annoncé lundi le chancelier Olaf Scholz dans le contexte de crise énergétique mondiale.

«Les bases légales seront créées pour per-

mettre le fonctionnement des centrales nucléaires Isar 2, Neckarwestheim 2 et Emsland au-delà du 31 décembre 2022 et jusqu'au 15 avril 2023», précise une lettre du chancelier au gouvernement que l'AFP a pu consulter.



Une centrale nucléaire près de la rivière Isar à Niederaichbach, en Allemagne, le 13 septembre 2022.

KEYSTONE/EPA/RONALD WITTEK

Le gouvernement n'avait auparavant annoncé que le maintien de deux des trois centrales au-delà de fin 2022. La première économie européenne s'efforce de réduire sa dépendance aux importations énergétiques russes à la suite de la guerre en Ukraine.

Frictions au sein du gouvernement

Le sort de la centrale d'Emsland, dans le nord

de l'Allemagne, avait suscité des frictions au sein du gouvernement de coalition de Olaf Scholz, entre Verts anti-nucléaires et FDP libéral notamment. Mais le chancelier a finalement tranché, sans qu'un consensus n'ait été atteint.

L'Allemagne avait initialement pour objectif de sortir du nucléaire avant fin 2022, mais la guerre en Ukraine a bouleversé ses plans. Le gouvernement allemand a par ailleurs également décidé de prolonger l'activité de plusieurs centrales au charbon jusqu'au printemps 2024, même s'il s'est fixé comme objectif d'abandonner cette énergie en 2030.

Dans un récent entretien à la télévision allemande, la militante suédoise Greta Thunberg avait estimé préférable de continuer à utiliser les centrales nucléaires actuellement en activité en Allemagne plutôt que de se tourner vers le charbon.

17.10.2022, 14h24

Prix de l'énergie: l'aide aux ménages britanniques réduite à six mois

Le gouvernement britannique a annoncé lundi limiter à six mois le gel des factures d'énergie pour les ménages, annoncé initialement pour deux ans, afin de protéger les fi-

nances publiques «de la volatilité» des prix du

gaz.



Jeremy Hunt

Keystone

Dans le cadre d'une série de mesures destinées à rassurer les marchés, le nouveau ministre des Finances Jeremy Hunt a indiqué à la télévision que l'aide aux ménages mise en place début octobre afin d'éviter une envolée des factures serait revue pour «mettre en place une nouvelle approche qui coûtera bien moins que prévu aux contribuables» et ciblera «les plus affectés».

17.10.2022, 14h21

Le gaz européen au plus bas depuis juin,

L'UE s'organise pour réduire les prix

Le prix du gaz européen reculait lundi à son plus bas depuis juin, alors que l'Union européenne multiplie les efforts pour compenser les livraisons russes, plusieurs pays faisant état de réserves plus abondantes que prévu avant l'hiver.

Le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du gaz naturel en Europe, coûtait 137,20 euros le mégawattheure (MWh) vers 10h GMT (12h en Suisse) après avoir reculé jusqu'à 131,10 euros, un niveau plus vu depuis fin juin.

«Les réserves de gaz naturel se remplissent plus vite qu'on ne le pensait encore il y a quelques mois», a expliqué à l'AFP Giovanni Staunovo, analyste chez UBS.

En Allemagne, le gouvernement a annoncé vendredi avoir atteint plus tôt que prévu son objectif de 95% de remplissage des réserves, soit l'équivalent de deux mois de consommation hivernale.



Keystone

Pour compenser l'arrêt total des livraisons russes, le gouvernement a adopté des mesures d'économie de la ressource, entre recours accru au charbon, diminution de la consommation des bâtiments publics et incitations aux entreprises. Berlin a aussi débloqué des fonds pour acheter du gaz naturel liquéfié (GNL).

Et la Commission européenne doit présenter mardi de nouvelles propositions pour atténuer la flambée des prix de l'énergie. Elle veut notamment réviser le TTF.

Selon Bruxelles, son envolée a été alimentée par la spéculation et les inquiétudes des investisseurs, gonflant «artificiellement» les prix. Si le prix du mégawattheure a fondu depuis son sommet à près de 350 euros (environ 341 francs) en août, il reste deux fois plus élevé

qu'au début de l'année.

La Commission veut créer dans les six mois un indice alternatif, plus représentatif de la réalité des approvisionnements et effectif pour la prochaine saison de remplissage des réserves.



Keystone

D'ici là, Bruxelles préconise «un mécanisme temporaire» pour corriger les prix. Enfin, les analystes gardent un œil sur la météo pour voir à quel moment les Européens seront contraints de mettre le chauffage. «Des températures modérées dernièrement font que la demande n'a pas encore décollé», notent les analystes de Energi Danmark.

Du côté du pétrole, le baril de Brent de la mer

du Nord pour livraison en décembre grappillait 0,32% à 91,92 dollars, et celui de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en novembre 0,20% à 85,78 dollars.

Depuis le début du mois, les prix du brut sont passés d'une semaine de hausses marquées, déclenchées par les baisses de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), à une semaine de baisse.

«Les prix pourraient continuer d'être volatils dans le futur proche, car les incertitudes sur l'économie» pèsent sur les cours, a souligné Walid Koudmani, analyste chez XTB.

17.10.2022, 14h19

Achats communs, marché gazier: les pistes de l'UE pour réduire les prix de l'énergie

La Commission européenne présente mardi de nouvelles propositions pour atténuer la flambée des prix de l'énergie, reprenant des mesures qui font déjà consensus parmi les Etats membres et prenant acte de leurs divisions sur un éventuel plafonnement des prix.

Voici les pistes explorées par Bruxelles et celles qui font encore débat.

Réformer l'indice phare du marché gazier

La Commission veut réviser l'indice du marché néerlandais TTF, utilisé comme référence dans les transactions des opérateurs gaziers européens. Selon Bruxelles, son envolée a été alimentée par la spéculation et les inquiétudes des investisseurs, gonflant «artificiellement» les prix.

Bruxelles veut créer dans les six mois un indice alternatif, plus représentatif de la réalité des approvisionnements et effectif pour la prochaine saison de remplissage des réserves.



Keystone

D'ici là, la Commission préconise «un mécanisme temporaire» pour corriger les prix. Selon une source européenne, il s'agirait d'un «corridor dynamique», une fourchette enca-

drant les fluctuations des prix sur le marché TTF, qui permettrait de tempérer la volatilité des cours du gaz. Un court-circuit limiterait toute surchauffe exceptionnelle.

Une lettre commune réunissant Italie, Pologne, Grèce, Belgique, Pays-Bas et «d'autres États» non nommés, consultée par l'AFP, évoquait jeudi un «corridor de prix» pour le marché de gros, tout en soulignant que «les vues divergent sur sa faisabilité, son efficacité économique» et le risque de perturbations de l'offre.

Le même courrier suggérait qu'une alternative pourrait être d'amender la référence au TTF dans tous les contrats commerciaux gaziers existants.

Concrétiser des achats de gaz en commun

L'exécutif européen veut renforcer les mesures pour concrétiser enfin des achats en commun de gaz à l'échelle de l'UE, de façon à profiter du poids du bloc pour obtenir de meilleurs prix en vue de la reconstitution des stocks avant l'hiver 2023.



Keystone

Il s'agit aussi d'éviter que les Etats alimentent la flambée des cours en se faisant concurrence, comme ils l'ont fait cet été en remplissant leurs réserves au même moment.

Les Vingt-Sept avaient donné leur accord fin mars pour une «plateforme» d'achats communs, mais aucune transaction n'a encore été conclue, et nombre d'Etats ont continué leurs propres négociations sans concertation.

La Commission veut désormais faire aboutir ses pourparlers avec des producteurs «fiables» (Norvège, Etats-Unis...) et devrait préconiser une implication accrue du secteur privé, en réunissant dans un consortium ou «cartel» d'acheteurs les groupes énergétiques importateurs.

Baisse de la demande, solidarité accrue

Bruxelles présentera des outils supplémentaires pour diminuer encore la demande de gaz, les États ayant fourni jusqu'alors des efforts très variables.



Keystone

Une proposition visera à muscler la solidarité au profit des États vulnérables au risque de pénurie et qui n'auraient pas conclu d'accord avec leurs voisins pour garantir leurs approvisionnements.

Prix du gaz pour la production électrique: la mesure recalée?

La France plaide vigoureusement pour plafonner le prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité dans l'UE. Mais selon la source eu-

ropéenne déjà citée, cette mesure ne serait pas incluse dans les propositions de la Commission.

Ce dispositif, déjà appliqué en Espagne et au Portugal, consiste à adoucir les factures de gaz des opérateurs électriques (la différence avec le prix du marché étant couverte par une subvention publique), pour faire chuter par ricochet les prix de l'électricité.

Mais l'idée d'étendre ce dispositif à toute l'UE suscite la réticence de pays rétifs aux interventions étatiques sur les marchés, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, inquiets des incertitudes sur son financement et du risque de compromettre les efforts pour réduire la demande face à une offre tendue.



Début septembre, la Commission estimait qu'un tel «mécanisme ibérique» à l'échelle de l'UE pourrait entraîner une demande accrue de gaz de 45 milliards de m³ par an, de la part d'opérateurs incités à produire davantage d'électricité --l'équivalent d'environ 10% de la consommation européenne de gaz en 2021.

Alors que l'Espagne et le Portugal ont peu de connexions avec le réseau européen, le dispositif pourrait ne pas fonctionner aussi efficacement dans d'autres pays, au risque, par exemple, de voir la Belgique subventionner l'électricité exportée vers le Royaume-Uni, s'inquiète un responsable européen.

Pour autant, les chefs d'Etat et de gouvernement pourraient s'entendre jeudi et vendredi pour étudier quand même la mesure, en veillant à ce que le plafond fixé «n'entraîne pas d'augmentation globale de la consommation de gaz», selon un projet de conclusions du sommet consulté par l'AFP.

De même, Bruxelles ne proposera aucun plafonnement des prix des importations européennes de gaz: l'idée avait été évoquée par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen début novembre, mais l'Allemagne s'y oppose par crainte de perturber les approvisionnements, dans un marché mondial où les navires de gaz naturel liquéfié peuvent facile-

ment trouver d'autres destinations.

17.10.2022, 14h16

La consommation d'électricité en septembre 2,3% supérieur à la moyenne

La Suisse a consommé en septembre 4963 gigawattheures (GWh) d'électricité. La consommation totale du pays se situe ainsi 2,3% au dessus de la moyenne des sept dernières années pour le même mois.



Keystone

La production d'électricité s'élevait quant à elle à 5110 GWh, selon l'exploitant du réseau Swissgrid. Cela représente une augmentation de 4,2% comparé à la moyenne pluriannuelle.

16.10.2022, 08h37

L'hôtellerie subit de plein fouet la hausse du prix de l'énergie

L'hôtellerie suisse subit de plein fouet la hausse du prix du pétrole et de l'électricité. La moitié des établissements disent rencontrer des difficultés financières, selon un sondage réalisé par la faîtière Hotelleriesuisse.



La moitié des établissements disent rencontrer des difficultés financières à cause de la hausse des prix de l'énergie.

Keystone

Les entreprises qui ont dû renouveler leurs contrats de fourniture d'électricité cette année sont les plus touchées. Ces difficultés surviennent alors que le secteur est déjà affaibli après deux ans de pandémie, écrit la *Sonntagszeitung* ⁷.

Les politiques doivent désormais agir, selon le

président d'Hotelleriesuisse Andreas Züllig.
Des crédits transitoires ou un chômage partiel
facilité seraient utiles, commente-t-il.

15.10.2022, 14h34

Le redémarrage de cinq réacteurs nucléaires est repoussé en France

EDF a repoussé le redémarrage de cinq réacteurs nucléaires dans un contexte de grève pour les salaires sur certains sites, a-t-on appris samedi auprès de l'entreprise.

Les mouvements sociaux peuvent «avoir un impact sur le planning de retour en production de certains réacteurs», a indiqué une porte-parole du groupe à l'AFP. «Pour les réacteurs en production, cela peut se traduire par des baisses de puissance temporaire», a-t-elle ajouté.

EDF a ainsi actualisé sur son site la date de redémarrage de plusieurs réacteurs, sans toutefois dire dans quelle mesure ces retards étaient liés au mouvement social: Cattenom 1, Cruas 2 et 3, Saint-Alban 2 et Tricastin 3. Ces retards vont d'un jour à près de trois semaines selon les réacteurs.

Le mouvement social semble s'étendre lentement mais sûrement. EDF identifiait ainsi des mouvements sociaux sur six sites vendredi mais la CGT en dénombrait neuf samedi matin

(Belleville, Bugey, Cattenom, Cruas, Dampierre, Gravelines, Paluel, Saint-Alban et Tricastin).

Dans chacune de ces centrales, le syndicat recense des blocages dans les travaux programmés sur un ou plusieurs réacteurs, ainsi que parfois des baisses de puissance.

Ce mouvement vise à faire pression sur les négociations salariales des entreprises du secteur de l'énergie et notamment EDF, où une première réunion est prévue mardi.



La grève pourrait «impacter le calendrier» de remise à disposition de tranches nucléaires sur le réseau français.

AFP

Si cette grève n'a pas d'incidence à ce stade

pour le grand public et pèse essentiellement sur les finances d'EDF, elle pourrait «impacter le calendrier» de remise à disposition de tranches nucléaires sur le réseau, la plupart des centrales en grève étant soumises à des opérations de maintenance, indiquait vendredi à l'AFP Claude Martin, de la FNME-CGT.

«Nous sommes aujourd'hui à 30 réacteurs sur 56 qui fonctionnent, nous allons passer dans les prochaines semaines environ 40, l'objectif est de passer à 45 en janvier», avait dit le président Emmanuel Macron dans une interview télévisée mercredi. «Cet objectif, tout indique que nous le tiendrons», a-t-il jugé.

A l'approche de l'hiver, la France est fragilisée en raison d'une production électrique nucléaire au plus bas, liée à des travaux ou des problèmes de corrosion sur une partie de ses réacteurs nucléaires. Et elle ne peut guère compter sur sa production hydraulique, amoindrie en raison de la sécheresse.

Le gestionnaire du réseau RTE avait jugé en septembre le risque de tension sur le réseau électrique cet hiver «accru» mais «maîtrisable grâce à une forte mobilisation» en faveur d'économies d'énergie.

14.10.2022, 14h30

Horlogerie: les prix de l'énergie pèsent

sur les fournisseurs

Nombre de sous-traitants de l'industrie horlogère ont déjà négocié l'achat de l'électricité pour au moins la fin de l'année prochaine, mais la poussée de l'inflation affectera leur rentabilité. Certains fournisseurs, en particulier les plus forts dans leur secteur, ont entamé des négociations avec leurs clients pour pouvoir répercuter une partie des hausses de prix de l'énergie ou d'autres intrants.

«Ceux qui ont bloqué sur un, deux ou trois ans leur approvisionnement ont de la chance mais cela ne fait que reporter le problème. Le problème de la hausse des prix de l'énergie est quand même là. Nous ne pensons pas qu'il y aura une chute», explique à AWP François Billig, directeur général d'Acrotec, un des plus grands sous-traitants indépendants de l'industrie horlogère, basé à Develier.





François Billig à Genève, le 12 juin 2018.

KEYSTONE/Salvatore Di Nolfi

La vingtaine d'entreprises spécialisées dans la micro-mécanique constituant le groupe ont négocié leur approvisionnement électrique individuellement, sur des durées différentes.

Au-delà des prix, «ce qui nous fait le plus peur, ce sont les éventuelles coupures d'électricité qui pourraient survenir», ajoute le dirigeant.

Réduction de la consommation

Acrotec, qui compte environ 2400 collaborateurs et collaboratrices, consomme par an un peu moins de 30 millions de kilowattheures (KWH) en Suisse. «Notre objectif est de réduire notre consommation d'énergie de 10% à moyen terme. Nous avons requis l'appui de cabinets externes pour atteindre cet objectif», re-

late le patron.

Nonobstant les nuages qui s'amoncellent, Acrotec anticipe une hausse de son chiffre d'affaires de 10% en 2022. «Les marges vont aussi suivre», confie François Billig tout en ajoutant que l'année prochaine pourrait être plus difficile.

Pour préserver les marges du groupe, les différentes filiales ont entamé des discussions avec leurs clients pour pouvoir augmenter les prix de leurs produits. «Mais ce n'est pas simple», admet le fondateur du groupe.

Hausses de prix en 2023

Même son de cloche chez Vaucher Manufacture, un fabricant de mouvements horlogers haut de gamme basé à Fleurier, également en pourparlers avec ses partenaires pour répercuter l'appréciation des charges qui interviennent au niveau de la fabrication de ses produits. «Les hausses de prix deviendront effectives le 1er janvier 2023», assure le directeur général Jean-Noël Lefevre.





Un mouvement de haute horlogerie photographié chez Vaucher Manufacture à Fleurier en juin 2008.

KEYSTONE/Sandro Campardo

Très confiant pour l'évolution des affaires cette année et l'année prochaine, Jean-Noël Lefevre souligne cependant les défis logistiques. «Face au succès du secteur horloger et de la forte demande, les retards se sont accumulés. Nos fournisseurs n'arrivent plus à satisfaire à temps tous leurs clients et du coup nous avons aussi du retard dans nos livraisons, fait-il remarquer.

Ralentissement attendu

Le secteur de l'horlogerie suisse, comme le secteur du luxe en général, profite de la forte demande d'une clientèle fortunée, moins touchée par l'inflation. Après avoir été frappé de plein fouet par la pandémie de coronavirus,

les fabricants de garde-temps helvétiques se sont relevés très vite d'une année 2020 désastreuse, en particulier grâce aux modèles les plus chers. Le secteur devrait continuer à croître même si un certain ralentissement est attendu en fin d'année.

Les sous-traitants de cette industrie sont cependant beaucoup plus fragiles que leur clientèle, les maisons horlogères, notamment du fait qu'ils sont souvent de petite taille et engrangent des marges moins importantes.

«Un temps de suspension»

Le dernier baromètre industriel de la chambre d'économie publique du Jura bernois (CEP), région comptant bon nombre de fournisseurs de la branche, souligne ainsi que «la progression constante de l'activité industrielle ayant été initiée durant l'été 2021 semble sur le point de connaître un temps de suspension.»

Selon les anticipations remontées, une minorité d'acteurs industriels anticipe encore une croissance du volume d'affaire pour la fin de l'année. La majorité des entreprises planifie cependant, dans le meilleur des cas, une stabilisation de l'activité voire une contraction de celle-ci, poursuit l'étude.

«La force du franc, les approvisionnements

compliqués, l'inflation et le coût de l'énergie agissent directement sur les marges et pèjorent le résultat de l'activité», explique à AWP Patrick Linder, directeur du CEP.

Le responsable relève en outre que bon nombre d'entreprises ont déjà négocié l'achat d'électricité jusqu'à fin 2023, voire 2024, à des tarifs certes onéreux, mais demeurant éloignés des prix sur le marché et allant parfois jusqu'à trente fois le coût habituel.

14.10.2022, 14h23

Berlin affirme avoir atteint son objectif de remplissage à 95% de ses réserves de gaz

Le gouvernement allemand a annoncé vendredi avoir atteint, plus tôt que prévu, son objectif de 95% de remplissage des réserves de gaz du pays, malgré l'arrêt total des livraisons russes via Nord Stream début septembre.

«Les réserves ont dépassé aujourd'hui le cap des 95%. Elles s'établissent à 95,14%», s'est félicité le ministère allemand de l'Économie dans un communiqué. Face aux risques de pénuries, Berlin avait fixé début juillet un objectif de 95% de remplissage pour le 1er novembre.

14.10.2022, 12h57

La Suède va construire de nouveaux réacteurs nucléaires

La Suède va construire de nouveaux réacteurs nucléaires pour satisfaire la demande croissante d'électricité, a annoncé vendredi l'une des responsables de la nouvelle coalition gouvernementale.

«De nouveaux réacteurs nucléaires seront construits», a dit la cheffe du parti chrétien-démocrate, Ebba Busch, lors de la présentation du nouveau gouvernement de droite qui sera soutenu, pour la première fois, par l'extrême droite au parlement.



Ebba Busch à Stockholm, ce vendredi 14 octobre 2022.

KEYSTONE/Jonas Ekströmer/TT News Agency via AP

14.10.2022, 12h31

La crise énergétique s'invite dans les milieux culturels

Les autorités du Canton et de la Ville ont rencontré les institutions de la place pour dicter les mesures à adopter. Le but: éviter les pénuries sévères et les coupures drastiques. Lire notre article.



Entre les murs de La Nouvelle Comédie, sa salle modulable et ses éclairages.

PIERRE ALBOUY

14.10.2022, 11h30

Erdogan ordonne au gouvernement turc de commencer à travailler sur un hub gazier

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a or-

donné à son gouvernement de commencer à travailler sur le «hub gazier» en Turquie proposé par son homologue russe Vladimir Poutine pour exporter le gaz russe vers l'Europe, ont rapporté vendredi les médias turcs.

«Nous avons donné, avec Monsieur Poutine, à notre ministère de l'Énergie et à l'institution concernée en Russie, l'ordre de mener un travail en commun», a affirmé Recep Tayyip Erdogan à propos d'un éventuel hub gazier en Turquie lors d'une interview avec les journalistes à bord de son vol de retour d'Astana, en Kazakhstan, où il a rencontré jeudi le président russe.



Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine à Astana, au Kazakhstan, le 13 octobre 2022.

KEYSTONE/Vyacheslav Prokofyev, Sputnik, Kremlin Pool Photo via AP

Le chef de l'État turc a aussi affirmé que les

travaux commenceraient immédiatement. «Il n'y aura pas d'attente à ce sujet», a-t-il ajouté, précisant que l'éventuel hub pourrait être construit dans la région de Thrace, dans le nord-ouest de la Turquie.

Vladimir Poutine avait proposé jeudi de créer un hub gazier en Turquie alors que les livraisons du gaz russe vers l'Europe sont fortement affectées par les sanctions occidentales imposées à la Russie, l'UE réfléchissant à un plafonnement des prix du gaz face à la hausse des factures énergétiques provoquée par l'offensive russe en Ukraine.

Le «hub gazier» vers l'Europe proposé par Poutine n'a «aucun sens», alors que les Européens veulent réduire leur dépendance aux hydrocarbures venant de Russie, a de son côté réagi Paris jeudi soir.

«Il n'y a pour nous aucun sens à créer de nouvelles infrastructures qui permettraient d'importer davantage de gaz russe», a souligné l'Élysée.

14.10.2022, 07h38

Genève éteint la lumière. Enfin presque

Au centre-ville, une large part des commerces et des bureaux ont réduit leur éclairage de

nuit. Des exceptions subsistent. Le MAH «ren-

contre des difficultés». Reportage.



Une nuit dans Genève avec ses éclairages et lumières tamisés. Il est 23 h pile, ce 11 octobre 2022, et la vitrine de cette galerie d'art, en vieille ville, s'éteindra dans quelques secondes.

LAURENT GUIRAUD

13.10.2022, 21h10

Le «hub gazier» proposé par Poutine n'a «aucun sens», selon Paris

Le «hub gazier» en Turquie proposé par le président russe Vladimir Poutine pour exporter du gaz vers l'Europe n'a «aucun sens» alors que les Européens veulent réduire leur dépendance aux hydrocarbures venant de Russie, a déclaré jeudi la présidence française.

«Il n'y a pour nous aucun sens à créer de nou-

velles infrastructures qui permettraient d'importer davantage de gaz russe», a souligné l'Elysée.

Vladimir Poutine a proposé jeudi à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan de créer ce «hub gazier», en suggérant que cela permettrait aux Européens de recevoir du gaz à des prix moins «exorbitants».

«Il y a quelques mois encore, presque 40% du gaz livré à l'Union européenne venait de Russie. Aujourd'hui cette part du gaz russe est de 7,5% seulement et elle a encore vocation à diminuer», a répliqué la présidence française.



AFP

«Il se peut que la Russie et la Turquie décident

ensemble d'exporter davantage de gaz mais ça ne peut pas être vers l'Union européenne qui a des engagements de souveraineté, de réduction de ses dépendances et par ailleurs de transition climatique qui sont incompatibles avec ce genre de raisonnement», a-t-elle ajouté.

Vladimir Poutine a aussi assuré mercredi que Moscou était prêt à reprendre ses livraisons vers l'Europe via les gazoducs Nord Stream.

La Russie a stoppé fin août les livraisons via Nord Stream 1 en invoquant des problèmes techniques. L'Allemagne a de son côté renoncé à la mise en service de Nord Stream 2 au début de l'offensive russe en Ukraine.

Fin septembre, quatre énormes fuites de gaz sont en outre apparues sur les deux gazoducs reliant la Russie à l'Allemagne, provoquées selon plusieurs pays par des détonations sous-marines. «Il n'y a pour nous aucun sens à créer de nouvelles infrastructures qui permettraient d'importer davantage de gaz russe», a souligné l'Elysée.

13.10.2022, 15h27

Les lacs de barrage en Suisse remplis à 83,5%

Les lacs des barrages suisses sont actuelle-

ment remplis à hauteur de 83,5%, selon les dernières données de l'Office fédéral de l'énergie. Leur niveau se situe ainsi 1,5 point de pourcentage en dessous de la moyenne de la même période de ces 20 dernières années.



Le barrage de Gebidem, en Valais, le 12 août 2022.

KEYSTONE/Jean-Christophe Bott

Les installations de stockage de gaz, essentielles pour l'approvisionnement énergétique de la Suisse, sont remplies à 95,0% en Allemagne, d'après les statistiques quotidiennes de la fédération Gas Infrastructure Europe. Le taux de remplissage se situe au-dessus de la moyenne pluriannuelle, qui se situait ces dix dernières années à la même période à 88,8%.

Les réservoirs de gaz en France sont remplis à

98,3% et ceux en Italie à 93,3%.

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), la Suisse a consommé l'an dernier 58'113 gigawattheures (GWh) d'électricité. Si tous les barrages sont pleins, le pays dispose d'une réserve totale de 8865 GWh, soit environ 15% de ses besoins annuels en électricité.

Les chiffres concernant les lacs d'accumulation des barrages se réfèrent au 10 octobre, ceux concernant le stockage de gaz au 11 octobre.

13.10.2022, 15h23

Madrid débloque 3 milliards d'euros supplémentaires pour les ménages

Le gouvernement espagnol a annoncé jeudi un nouveau plan d'aide de trois milliards d'euros pour les ménages confrontés à la flambée des prix de l'énergie, comprenant notamment un tarif régulé pour les foyers dépendant du chauffage collectif au gaz.

Ces mesures, qui viennent s'ajouter à plusieurs plans de soutien au pouvoir d'achat annoncés au cours des derniers mois, vont permettre de «renforcer la protection des citoyens» face à la crise énergétique, a assuré le premier ministre socialiste Pedro Sanchez lors d'un discours au Congrès.



Pedro Sanchez à Madrid, ce jeudi 13 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/JAVIER LIZON

D'un montant total de «près de trois milliards d'euros», elles seront adoptées mardi en Conseil des ministres et bénéficieront «au total» à près de «40% des foyers» espagnols, a précisé Pedro Sanchez.

Ce nouveau plan d'aide prévoit notamment l'instauration d'un nouveau tarif régulé pour les copropriétés équipées de chaudières collectives au gaz, fortement impactées par la flambée des prix.

Ce tarif régulé, en vigueur «jusqu'à la fin de l'année 2023», concernera 1,7 million de foyers, qui verront leur facture réduite de plus de moitié par rapport aux conditions de mar-

ché actuelles, a expliqué le chef du

gouvernement.

Hausse du chèque énergie

Le plan du gouvernement prévoit également une hausse du chèque énergie, dont bénéficieront les 1,3 million de foyers les plus vulnérables déjà concernés par ce dispositif, mais aussi 1,5 million de familles aux revenus limités, qui en étaient jusqu'à présent exclues.

L'Espagne, confrontée comme l'ensemble des pays européens à une flambée de l'inflation, a multiplié ces derniers mois les mesures pour soutenir le pouvoir d'achat, comme les subventions sur les carburants et la prise en charge d'une partie des abonnements de transport public.

Le montant total de ces différents plans d'aide avait été évalué l'été dernier à près de 30 milliards d'euros par Pedro Sanchez, soit l'équivalent de 2,3% du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Articles plus anciens



AFP/ATS/Sonia Imseng/Auriane Page/Arnaud Mittempergher/EAH

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

245 commentaires